DOC 55 **2230/001**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 octobre 2021

PROPOSITION DE LOI

**supprimant
le Comité de sécurité de l'information**

(déposée par M. Nabil Boukili et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 oktober 2021

WETSVOORSTEL

**tot afschaffing
van het Informatieveiligheidscomité**

(ingediend door de heer Nabil Boukili c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à supprimer le comité de sécurité de l'information créé par la loi du 5 septembre 2018, dont il est procédé à l'abrogation complète. Les délibérations du comité sont également abrogées. Afin de laisser le temps au législateur de se prononcer sur chaque traitement de données réalisé par les différents services de l'État, l'entrée en vigueur de la présente proposition aura lieu 6 mois après sa publication au Moniteur belge.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het bij de wet van 5 september 2018 opgerichte Informatieveiligheidscomité af te schaffen door die wet volledig op te heffen. Dat comité zou dus niet langer beraadslagen. Teneinde de wetgever de tijd te laten zich uit te spreken over elke door de diverse overheidsdiensten uitgevoerde gegevensverwerking, is het de bedoeling dat de voorgestelde wet in werking treedt zes maanden na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

N-VA	:	*Nieuw-Vlaamse Alliantie*
Ecolo-Groen	:	*Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen*
PS	:	*Parti Socialiste*
VB	:	*Vlaams Belang*
MR	:	*Mouvement Réformateur*
CD&V	:	*Christen-Democratisch en Vlaams*
PVDA-PTB	:	*Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique*
Open Vld	:	*Open Vlaamse liberalen en democraten*
Vooruit	:	*Vooruit*
cdH	:	*centre démocrate Humaniste*
DéFI	:	*Démocrate Fédéraliste Indépendant*
INDEP-ONAFH	:	*Indépendant - Onafhankelijk*

Abréviations dans la numérotation des publications:		*Afkorting bij de numering van de publicaties:*	
DOC 55 0000/000	*Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi*	*DOC 55 0000/000*	*Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*
QRVA	*Questions et Réponses écrites*	*QRVA*	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*
CRIV	*Version provisoire du Compte Rendu Intégral*	*CRIV*	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag*
CRABV	*Compte Rendu Analytique*	*CRABV*	*Beknopt Verslag*
CRIV	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)*	*CRIV*	*Integraal Verslag, met links het defi nitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)*
PLEN	*Séance plénaire*	*PLEN*	*Plenum*
COM	*Réunion de commission*	*COM*	*Commissievergadering*
MOT	*Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)*	*MOT*	*Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)*

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi vise à supprimer le comité de sécurité de l'information (ci-après CSI) créé par la loi du 5 septembre 2018 (ci-après Loi CSI) dont il est procédé à l'abrogation complète.

Le CSI a été, à de multiples reprises, condamné en raison de son illégalité. Dans une carte blanche parue dans le journal *Le Soir* en date du 21 mai 2021, une vingtaine d'experts en protection des données personnelles réclament expressément la suppression de ce comité. Dans le cadre d'un article qui dénonce "l'open-bar" des données de citoyens détenues par l'État ainsi que "la mise à mort du système démocratique", ils expliquent l'historique de cet organisme:

"La création du Comité de sécurité de l'information via une loi contraire au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la Constitution votée au forceps la veille des vacances parlementaires, contre l'avis de tous les spécialistes, est une pièce majeure du système: ce Comité remplace véritablement le Parlement en autorisant des transferts et des réutilisations de données entre administrations, ses délibérations ne sont pas soumises à l'avis préalable de l'APD ni du Conseil d'État, elles ne sont pas publiées au Moniteur belge, sont difficiles à trouver, semblent même parfois disparaître, et ne sont pas soumises à un recours effectif en annulation. Il est composé de membres (selon une révélation récente du journal *Le Soir*, seuls quatre de ses seize membres seraient conscients d'en faire partie et seraient invités à prendre part aux décisions, proposées par un tiers qui lui, n'est pas censé y siéger) qui ne sont pas élus par les citoyens et qui siègent généralement dans les entités de la Santé et de la Sécurité sociale qu'ils servent. La prérogative du Parlement de définir ce qui est acceptable en termes d'utilisations de nos données par l'État a été usurpée. Ce sont en somme ceux qui veulent utiliser les données qui décident si elles peuvent l'être.".

Il ne s'agit là que de la dernière des nombreuses mises en garde provenant de la société civile. La présente proposition de loi tend dès lors à répondre à cet appel.

Il sera exposé, dans les développements qui suivent, un historique du CSI ainsi que l'analyse de cette institution au regard du droit belge, d'une part, et du droit européen, d'autre part.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het bij de wet van 5 september 2018 opgerichte Informatieveiligheidscomité (hierna "IVC" genoemd) af te schaffen door die wet volledig op te heffen.

Het IVC werd meermaals veroordeeld omdat het onwettig is. In een open brief die op 21 mei 2021 in *Le Soir* verscheen, eiste een twintigtal deskundigen inzake bescherming van persoonsgegevens uitdrukkelijk dat dit comité zou worden afgeschaft. In een kritisch artikel hekelen de betrokkenen dat de door de Staat bijgehouden gegevens van de burgers "vrij toegankelijk" zijn en dat de democratie wordt ondermijnd. Voorts schetsen zij de wordingsgang van het comité:

"*La création du Comité de sécurité de l'information via une loi contraire au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la Constitution votée au forceps la veille des vacances parlementaires, contre l'avis de tous les spécialistes, est une pièce majeure du système: ce Comité remplace véritablement le Parlement en autorisant des transferts et des réutilisations de données entre administrations*, *ses délibérations ne sont pas soumises à l'avis préalable de l'APD ni du Conseil d'État, elles ne sont pas publiées au Moniteur belge, sont difficiles à trouver, semblent même parfois disparaître, et ne sont pas soumises à un recours effectif en annulation. Il est composé de membres (selon une révélation récente du journal Le Soir, seuls quatre de ses seize membres seraient conscients d'en faire partie et seraient invités à prendre part aux décisions, proposées par un tiers qui lui, n'est pas censé y siéger) qui ne sont pas élus par les citoyens et qui siègent généralement dans les entités de la Santé et de la Sécurité sociale qu'ils servent. La prérogative du Parlement de définir ce qui est acceptable en termes d'utilisations de nos données par l'État a été usurpée. Ce sont en somme ceux qui veulent utiliser les données qui décident si elles peuvent l'être.*".

Dat is slechts de recentste van de vele waarschuwingen uit het middenveld. Met dit wetsvoorstel wordt dan ook beoogd er gevolg aan te geven.

In de hierna volgende toelichting zal worden ingegaan op de wordingsgang van het IVC en zal worden nagegaan hoe die instelling zich verhoudt tot het Belgisch en tot het Europees recht.

I. — **LES ORIGINES DU CSI**

Le CSI trouve ses origines dans les “comités sectoriels”, “organes dont la principale mission consistait à analyser la légalité des demandes de communications de données détenues par certains secteurs déterminés de l’administration fédérale. Si la légalité de la communication envisagée était établie, le comité compétent adoptait alors une autorisation indiquant, dans des termes généraux, quelles données peuvent être échangées entre qui et dans quelles circonstances.”[1].

Ces comités sectoriels étaient, au moment de l’adoption de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l’Autorité de protection des données, organisés au sein de la Commission de la protection de la vie privée qui en comptait cinq: le Comité sectoriel de la Banque-Carrefour des Entreprises, le Comité sectoriel du Registre national, le Comité de surveillance statistique, le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, ainsi que le Comité sectoriel pour l’Autorité Fédérale.

Le 27 avril 2016 est adopté le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, plus couramment dénommé RGPD (règlement général sur la protection des données), dont les articles 5 (Principes relatifs au traitement des données à caractère personnel) et 24 (Responsabilité du responsable du traitement) instaurent le principe de responsabilité. Ce principe “tend à mettre les acteurs du traitement de données – et en particulier les responsables du traitement – face à leurs responsabilités. En application de ce principe, les responsables du traitement doivent non seulement respecter l’ensemble des obligations et principes fixés par le RGPD mais également être en mesure de démontrer le respect de ceux-ci.[2]”.

En d’autres termes, selon le principe de responsabilité, c’est le responsable du traitement lui-même (celui qui accède à une donnée, qui la transforme, qui l’enregistre, …) qui doit rendre compte de ses activités et du respect du RGPD. Dès lors, ce principe incite également à la suppression des formalités préalables au traitement de

1 Loick Gérard, “Le Comité de sécurité de l’information: illustration d’une incohérence législative”, Revue du droit des technologies de l’information, n° 73/2018, p. 56.

2 Loick Gérard, id., p. 56, voy. aussi C. de Terwangne, K. Rosier et B. Losdyck, “Lignes de force du nouveau règlement relatif à la protection des données à caractère personnel”, R.D.T.I., n° 62/2016, p. 28.

I. — **OORSPRONG VAN HET IVC**

Het IVC vloeit voort uit de “sectorale comités”, organen waarvan de voornaamste opdracht “*consistait à analyser la légalité des demandes de communications de données détenues par certains secteurs déterminés de l’administration fédérale. Si la légalité de la communication envisagée était établie, le comité compétent adoptait alors une autorisation indiquant, dans des termes généraux, quelles données peuvent être échangées entre qui et dans quelles circonstances.*”[1]

Toen de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit werd aangenomen, maakten die sectorale comités deel uit van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Het waren er vijf, namelijk het sectoraal comité van de Kruispuntbank van de ondernemingen, het sectoraal comité van het Rijksregister, het statistisch toezichtscomité, het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid, alsook het sectoraal comité voor de federale overheid.

Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, doorgaans AVG (Algemene Verordening Gegevensbescherming) genoemd, dateert van 27 april 2016; via de artikelen 5 (Beginselen inzake verwerking van persoonsgegevens) en 24 (Verantwoordelijkheid van de verwerkingsverantwoordelijke) van die Verordening wordt het verantwoordelijkheidsbeginsel ingesteld. Dat beginsel beoogt het volgende: “*mettre les acteurs du traitement de données – et en particulier les responsables du traitement – face à leurs responsabilités. En application de ce principe, les responsables du traitement doivent non seulement respecter l’ensemble des obligations et principes fixés par le RGPD mais également être en mesure de démontrer le respect de ceux-ci.*”[2]

Dat verantwoordelijkheidsbeginsel houdt derhalve in dat de verwerkingsverantwoordelijke (de persoon die toegang heeft tot gegevens, ze omvormt, ze registreert enzovoort) zelf rekenschap verschuldigd is over zijn activiteiten en de inachtneming van de AVG. Dat beginsel zet dan ook tevens aan tot de afschaffing van de

1 Loick Gérard, "*Le Comité de sécurité de l’information: illustration d’une incohérence législative*", Revue du droit des technologies de l’information, nr. 73/2018, blz. 56.

2 Loick Gérard, *op. cit.*, blz. 56; zie ook C. de Terwangne, K. Rosier en B. Losdyck, "*Lignes de force du nouveau règlement relatif à la protection des données à caractère personnel*", R.D.T.I., nr. 62/2016, blz. 28.

données (autorisation ou déclaration préalable)[3]. Les comités sectoriels, dont la mission était de délivrer de telles autorisations préalables, étaient en contradiction fondamentale avec le principe de responsabilité.

Lors de la réforme de la Commission de la protection de la vie privée rendue indispensable par l'adoption du RGPD, les comités sectoriels seront supprimés. En vertu de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en son article 20, il appartiendra désormais aux autorités fédérales souhaitant communiquer des données à caractère personnel de rédiger un "protocole" justifiant de la légalité du traitement envisagé. C'est donc, à ce moment, au détenteur ou au destinataire de données à justifier de l'utilisation de ces données.

La majorité de l'époque procédera bien vite à un "improbable rétropédalage"[4] par la loi du 5 septembre 2018 instituant le CSI. Ce dernier fait en effet immédiatement renaître le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale, en les intégrant dans le CSI tout neuf sous la forme d'une chambre "Sécurité sociale et Santé" et d'une chambre "Autorité fédérale".

II. — **RAPPEL DES PRINCIPES DE LÉGALITÉ ET DE PRÉVISIBILITÉ EN DROIT DE LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Les principes de légalité et de prévisibilité ont été rappelés à diverses reprises par l'Autorité de protection des données, plus particulièrement en son avis relatif à l'avant-projet de loi relatif aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique[5]. Selon l'APD, "toute ingérence dans le droit au respect de la protection des données à caractère personnel n'est admissible que si elle est nécessaire et proportionnée à l'objectif qu'elle poursuit et est encadrée par une norme suffisamment claire et précise et dont l'application est prévisible pour les personnes concernées.".

3 E. Degrave *"Accountability"*, in L'ABC du RGPD: Dictionnaire pratique à destination des administrations, Namur, Union des Villes et Communes de Wallonie, 2018, p. 19.
4 L. Gérard, *id*., p. 58.
5 Avis n° 24/2021 du 2 mars 2021.

procedures die aan de gegevensverwerking voorafgaan (voorafgaandelijke toelating of aangifte)[3]. De opdracht van de sectorale comités bestond erin dergelijke voorafgaandelijke toelatingen af te leveren, hetgeen haaks stond op het verantwoordelijkheidsbeginsel.

Toen de hervorming van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer door de aanneming van de AVG onafwendbaar was geworden, werden de sectorale comités dan ook afgeschaft. Krachtens artikel 20 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens moeten de federale overheden die persoonsgegevens willen meedelen, voortaan een protocol opstellen waarin wordt aangetoond dat de geplande verwerking wettig is. Op dat moment moet het gebruik van die gegevens dus worden gerechtvaardigd door de bezitter van de gegevens dan wel door wie ze ontvangt.

De toenmalige meerderheid is echter snel en onverwacht op haar stappen teruggekeerd via voormelde wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité[4]. Op grond daarvan werden het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid en het sectoraal comité voor de federale overheid immers terstond opnieuw opgericht, als onderdeel van het gloednieuwe IVC, in de vorm van een "kamer sociale zekerheid en gezondheid" en een "kamer federale overheid".

II. — **BEGINSELEN INZAKE WETTIGHEID EN VOORZIENBAARHEID IN HET RECHT BETREFFENDE DE BESCHERMING VAN PERSOONSGEGEVENS**

De Gegevensbeschermingsautoriteit heeft meermaals gewezen op de beginselen inzake wettigheid en voorzienbaarheid, meer bepaald in haar advies inzake het voorontwerp van wet betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie[5]. De Gegevensbeschermingsautoriteit stelt dat "elke inmenging in het recht op eerbiediging van de bescherming van persoonsgegevens (…) alleen is toegestaan indien zij noodzakelijk is en in verhouding staat tot het nagestreefde doel (…) en indien zij wordt omkaderd door een norm die voldoende duidelijk en nauwkeurig is waarvan de toepassing voor de betrokken personen te voorzien is.".

3 E. Degrave, "*Accountability*", *in:* L'ABC du RGPD: Dictionnaire pratique à destination des administrations, Namen, Union des Villes et Communes de Wallonie, 2018, blz. 19.
4 Loick Gérard, *op. cit.*, blz. 58.
5 Advies nr. 24/2021 van 2 maart 2021.

En d'autres termes, à la lecture d'une telle norme, les personnes dont les données vont être traitées doivent avoir une idée claire:

— des traitements effectués avec leurs données;

— de la finalité de ceux-ci;

— des conditions dans lesquelles les traitements ont été autorisés.

L'APD rappelle qu'en vertu de l'article 6, 3. du RGPD, lu conjointement avec l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, cette norme doit être une norme légale formelle, soit une loi, un décret ou une ordonnance. Cette loi doit définir les éléments essentiels du traitement[6].

Ainsi, dans son arrêt *Rotaru c. Roumanie* du 4 mai 2002[7], la Cour européenne des droits de l'homme rappelle, en son attendu 48., s'agissant d'une ingérence dans le droit au respect de la vie privée, que "Pour ne pas enfreindre l'article 8, pareille ingérence doit avoir été "prévue par la loi", poursuivre un but légitime au regard du paragraphe 2 et, de surcroît, être nécessaire dans une société démocratique pour atteindre ce but.".

La Cour confirme sa jurisprudence constante en ce que les mots "prévue par la loi" "imposent non seulement que la mesure incriminée ait une base en droit interne, mais visent aussi la qualité de la loi en cause: ainsi, celle-ci doit être accessible au justiciable et prévisible.".

La Cour constitutionnelle, dans son arrêt 29/2018 du 15 mars 2018, se penche sur le recours en annulation de la loi du 13 mai 2016 modifiant la loi-programme (I) du 29 mars 2012 concernant le contrôle de l'abus d'adresses fictives par les bénéficiaires de prestations sociales, en vue d'introduire la transmission systématique de certaines données de consommation de sociétés de distribution et de gestionnaire de réseaux de distribution vers la BCSS améliorant le datamining et le datamatching dans la lutte contre la fraude sociale.

Dit houdt in dat diegenen van wie de gegevens zullen worden verwerkt, bij de kennisneming van een dergelijke norm een duidelijk beeld moeten krijgen van:

— de verwerkingsoperaties die hun gegevens zullen ondergaan;

— de doelstelling van die operaties;

— de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om de verwerking toe te staan.

De Gegevensbeschermingsautoriteit wijst erop dat die norm krachtens artikel 6.3 van de AVG, gelezen in samenhang met artikel 22 van de Grondwet en met artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, een formele wettelijke norm moet zijn, met andere woorden een wet, een decreet of een ordonnantie.In die wet moeten de belangrijkste elementen van de gegevensverwerking worden omschreven[6].

In dat verband wijst het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in overweging 48 van zijn arrest in de zaak *Rotaru* vs. *Roemenië* van 4 mei 2002 op het volgende: "*If it is not to contravene Article 8, such interference must have been "in accordance with the law", pursue a legitimate aim under paragraph 2 and, furthermore, be necessary in a democratic society in order to achieve that aim.*"[7]

Het EHRM bevestigt zijn vaste rechtspraak in de volgende bewoordingen: "*"in accordance with the law" not only requires that the impugned measure should have some basis in domestic law, but also refers to the quality of the law in question, requiring that it should be accessible to the person concerned and foreseeable as to its effects.*" (overweging 52).

Het Grondwettelijk Hof behandelt in zijn arrest 29/2018 van 15 maart 2018 de vordering tot nietigverklaring van de wet van 13 mei 2016 tot wijziging van de programmawet (I) van 29 maart 2012 betreffende de controle op het misbruik van fictieve adressen door de gerechtigden van sociale prestaties, met het oog op de invoering van het systematisch doorzenden naar de KSZ van bepaalde verbruiksgegevens van nutsbedrijven en distributienetbeheerders tot verbetering van de datamining en de datamatching in de strijd tegen de sociale fraude.

6 Voir DEGRAVE, E., "L'e-gouvernement et la protection de la vie privée – Légalité, transparence et contrôle", Collection du CRIDS, Larcier, Bruxelles, 2014, p. 161 e.s.

7 *https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22001-63075 %22]}.*

6 Zie E. Degrave, "*L'e-gouvernement et la protection de la vie privée – Légalité, transparence et contrôle*", Collection du CRIDS, Larcier, Brussel, 2014, blz. 161 e.v.

7 *https://hudoc.echr.coe.int/eng#{%22itemid%22:[%22001-58586 %22]}.*

Le requérant y invoquait notamment la violation de l'article 22 de la Constitution ainsi que de l'article 8 de la CEDH, outre le RGPD, indiquant que le traitement de données de consommation relatives à l'eau, au gaz et à l'électricité par le système dit "*push*", introduit par la loi attaquée, méconnaît le principe de limitation des finalités. Il soulignait que les données de consommation possédées par les sociétés de distribution ont été obtenues en vue de la facturation et du suivi statistique de la consommation, et non dans le but de lutter contre la fraude sociale, comme le souhaitait le législateur de l'époque.

Ici encore, la Cour constitutionnelle indique que le droit au respect de la vie privée n'est pas absolu. Toutefois, elle rappelle que les ingérences dans ce droit par une autorité publique "doivent être prévues par une disposition législative suffisamment précise, répondre à un besoin social impérieux dans une société démocratique et proportionnées à l'objectif légitime poursuivi.".

La Cour ajoute (point B.13.1) qu'"En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.".

Si la loi peut en effet habiliter un autre pouvoir, cette habilitation doit alors être définie de manière suffisamment précise et porter sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

L'APD synthétise comme suit ces éléments essentiels qui doivent impérativement figurer dans une loi:

— les finalités déterminées, explicites et légitimes des traitements de données à caractère personnel;

— le ou les responsables de chaque traitement de données à caractère personnel;

— les catégories de données qui seront traitées (et qui doivent être pertinentes et non excessives);

Volgens de verzoekende partij werden meer bepaald artikel 22 van de Grondwet, artikel 8 van het EVRM, alsook de AVG geschonden, aangezien de verwerking van de verbruiksgegevens inzake water, gas en elektriciteit via het bij de betwiste wet ingestelde "*push*"-systeem strijdig zou zijn met het doelbindingsbeginsel. De verzoekende partij beklemtoonde dat de bij de nutsbedrijven voorhanden verbruiksgegevens worden verkregen met het oog op de facturatie en de statistische analyse van het verbruik, en dus niet met het oog op de door de toenmalige wetgever nagestreefde bestrijding van sociale fraude.

Ook in dezen gaf het Grondwettelijk Hof aan dat het recht op de eerbiediging van het privéleven niet absoluut is. Het Hof wees er echter op dat overheidsinmenging in dat recht een "voldoende precieze wettelijke bepaling" vereist, moet beantwoorden "aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving" en evenredig moet zijn "met de daarmee nagestreefde wettige doelstelling" (overweging B.12).

In overweging B.13.1 voegt het Grondwettelijk Hof daar het volgende aan toe: "Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.".

Bij wet kan dus weliswaar een andere instantie worden gemachtigd, maar dan moet die machtiging voldoende nauwkeurig omschreven zijn en betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

De Gegevensbeschermingsautoriteit geeft de volgende oplijsting van de essentiële elementen die verplicht in een wet moeten staan:

— "de welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden van de verwerkingen van persoonsgegevens";

— "de verwerkingsverantwoordelijke(n) voor elke verwerking van persoonsgegevens";

— "de (categorieën) van persoonsgegevens die zullen worden verwerkt (en die ter zake dienend en niet overmatig moeten zijn)";

— les catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel seront traitées;

— les catégories de destinataires des données à caractère personnel (ainsi que les raisons pour lesquelles ils recevront les données et les usages qu'ils en feront);

— le délai de conservation maximal des données à caractère personnel enregistrées.

L'APD conclut que "Dans la mesure où la loi définit ces éléments essentiels, les détails et modalités de ces traitements de données peuvent être précisés par le Roi via arrêté royal, moyennant une délégation claire et précise en ce sens effectuée par la loi."[8].

III. — **LES COMPÉTENCES DU CSI AU REGARD DES PRINCIPES**

1. ***Les compétences du CSI***

La loi CSI insère un Chapitre VI dans la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, intitulé "De la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information". Son article 46, § 1er, indique les tâches dévolues à cette chambre du CSI:

"1° formuler les bonnes pratiques qu'elle juge utiles pour l'application et le respect de la présente loi et de ses mesures d'exécution et des dispositions fixées par ou en vertu de la loi visant à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel relatives à la santé;

2° fixer les règles pour la communication de données anonymes en application de l'article 5, § 1er, et rendre des délibérations en la matière lorsque le demandeur souhaite déroger aux règles précitées;

3° fixer les règles pour l'interrogation des personnes d'un échantillon en application de l'article 5, § 2, et rendre des délibérations en la matière lorsque le demandeur souhaite déroger aux règles précitées;

[8] Avis n° 24/2021 du 2 mars 2021, p. 3.

— "de categorieën van de betrokkenen van wie de persoonsgegevens zullen worden verwerkt";

— "de categorieën van ontvangers van de persoonsgegevens (evenals de redenen waarvoor ze de gegevens ontvangen en het gebruik [dat] ze ervan zullen maken)";

— "de maximale bewaartermijn van de geregistreerde persoonsgegevens".

De Gegevensbeschermingsautoriteit besluit het volgende: "Voor zover de wet deze essentiële elementen bepaalt, kunnen de details en modaliteiten van deze gegevensverwerkingen door de Koning via een koninklijk besluit worden vastgesteld, door middel van een duidelijke en nauwkeurige delegatie krachtens de wet."[8].

III. — **DE BEVOEGDHEDEN VAN HET IVC UIT HET OOGPUNT VAN DE VOORMELDE BEGINSELEN**

1. ***De bevoegdheden van het IVC***

Bij de IVC-wet wordt het opschrift van hoofdstuk VI van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid vervangen door het opschrift "Hoofdstuk VI. De kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité". In artikel 46, § 1, van voormelde wet van 15 januari 1990 worden de opdrachten van die kamer van het IVC opgesomd:

"1° het formuleren van de goede praktijken die het nuttig acht voor de uitvoering en de naleving van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen en van de door of krachtens de wet vastgestelde bepalingen tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens die de gezondheid betreffen;

2° het vaststellen van de regels voor de mededeling van anonieme gegevens met toepassing van artikel 5, § 1, en het verlenen van beraadslagingen dienaangaande indien de aanvrager van de hogervermelde regels wil afwijken;

3° het vaststellen van de regels voor de bevraging van proefpersonen met toepassing van artikel 5, § 2, en het verlenen van beraadslagingen dienaangaande indien de aanvrager van de hogervermelde regels wil afwijken;

[8] Advies nr. 24/2021 van 2 maart 2021, blz. 3.

4° dispenser les institutions de sécurité sociale de l'obligation de s'adresser à la Banque-carrefour, conformément à l'article 12, alinéa 2;

5° rendre des délibérations pour toute communication de données sociales à caractère personnel, conformément à l'article 15, et tenir à jour et publier sur le site web de la Banque-carrefour la liste de ces délibérations;

6° rendre des délibérations pour la communication de données à caractère personnel relatives à la santé, pour autant que cette délibération soit rendue obligatoire en vertu de l'article 42 de la loi du 13 décembre 2006 portant dispositions diverses en matière de santé ou d'une autre disposition fixée par ou en vertu de la loi, et tenir à jour et publier sur le site web de la Plate-forme eHealth la liste de ces délibérations;

7° soutenir les délégués à la protection des données sur le plan du contenu, entre autres en leur offrant une formation continue adéquate et en formulant des recommandations, notamment sur le plan technique;

8° publier annuellement, sur le site web de la Banque-carrefour et sur le site web de la Plate-forme *eHealth*, un rapport sommaire de l'accomplissement de ses missions au cours de l'année écoulée qui accordera une attention particulière aux dossiers pour lesquels une décision n'a pu être prise dans les délais.".

Ainsi, le CSI est notamment compétent pour rendre des délibérations "pour toute communication de données sociales à caractère personnel" ainsi que "pour rendre des délibérations pour la communication de données à caractère personnel relatives à la santé".

Le § 2 du même article indique de plus que ces délibérations ont une "portée générale contraignante envers les parties et envers les tiers et elles ne peuvent pas être contraires aux normes juridiques supérieures.".

Le § 2 du même article précise encore que l'APD peut "confronter" ces délibérations, mais il ne s'agit ici que d'une compétence visant, lorsque l'APD constate qu'une délibération viole la loi, à "demander au CSI (…) de reconsidérer cette délibération sur les points qu'elle a indiqués, dans un délai de quarante-cinq jours et exclusivement pour le futur". Aucune obligation n'est dès lors imposée au CSI tendant à la modification de cette délibération, qui ne doit être modifiée que "le cas échéant".

4° het vrijstellen van de instellingen van sociale zekerheid om zich tot de Kruispuntbank te richten, overeenkomstig artikel 12, tweede lid;

5° het verlenen van beraadslagingen voor mededelingen van sociale gegevens van persoonlijke aard, overeenkomstig artikel 15, en het bijhouden en publiceren, op de website van de Kruispuntbank, van de lijst van die beraadslagingen;

6° het verlenen van beraadslagingen voor de mededelingen van persoonsgegevens die de gezondheid betreffen, voor zover die beraadslagingen worden opgelegd door artikel 42 van de wet van 13 december 2006 houdende diverse bepalingen betreffende gezondheid of door een andere bepaling vastgesteld door of krachtens de wet, en het bijhouden en publiceren, op de website van het eHealth-platform, van de lijst van die beraadslagingen;

7° het inhoudelijk ondersteunen van de functionarissen voor gegevensbescherming, onder andere door het aanbieden van een passende voortdurende vorming en het formuleren van aanbevelingen, onder meer op het technische vlak;

8° het jaarlijks publiceren, op de website van de Kruispuntbank en op de website van het *eHealth*-platform, van een beknopt verslag over de vervulling van haar opdrachten tijdens het afgelopen jaar met bijzondere aandacht voor de dossiers waarover niet tijdig beslist kon worden.".

Het IVC is dus bevoegd voor "het verlenen van beraadslagingen voor mededelingen van sociale gegevens van persoonlijke aard", alsook voor "het verlenen van beraadslagingen voor de mededelingen van persoonsgegevens die de gezondheid betreffen".

Op grond van § 2 van hetzelfde artikel hebben de beraadslagingen voorts "een algemene bindende draagwijdte tussen partijen en jegens derden" en mogen ze "niet in strijd zijn met hogere rechtsnormen.".

Voorts wordt in § 2 van dat artikel verduidelijkt dat de Gegevensbeschermingsautoriteit die beraadslagingen kan "toetsen aan hogere rechtsnormen", maar met die bevoegdheid wordt beoogd dat de Gegevensbeschermingsautoriteit, wanneer zij vaststelt dat een beraadslaging de wet schendt, het informatieveiligheidscomité kan verzoeken "om die beraadslaging op de punten die ze aangeeft binnen de vijfenveertig dagen en uitsluitend voor de toekomst te heroverwegen". Het IVC wordt er dus helemaal niet toe verplicht die beraadslaging bij te sturen, aangezien ze alleen "in voorkomend geval" moet worden gewijzigd.

Cette compétence du CSI en matière sociale est déjà annoncée à l'article 15 de la même loi, stipulant que:

— toute communication de données sociales par la BCSS ou une institution de sécurité sociale à une autre institution de sécurité sociale, une instance autre qu'un service public fédéral, un service public de programmation ou un organisme fédéral d'intérêt public doit faire l'objet d'une délibération préalable du CSI;

— le Roi peut déterminer quelles communications de données sociales par la BCSS ou ces institutions ne doivent pas faire l'objet d'une telle délibération;

— toute communication de données sociales par la BCSS ou une institution de sécurité sociale à un service public fédéral, un service public de programmation ou un organisme fédéral d'intérêt public autre qu'une institution de sécurité sociale doit faire l'objet d'une délibération préalable des chambres réunies du CSI.

Elle est encore rappelée à l'article 42 de la loi du 13 décembre 2006 portant dispositions diverses en matière de santé, qui permet notamment au CSI d'accorder une autorisation de principe à mettre à la disposition de tiers des données personnelles, visées à l'article 86 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1986.

Les compétences du CSI sont renforcées par diverses autres dispositions dont les auteurs de la présente proposition de loi soulignent le caractère épars et peu transparent.

On peut notamment citer:

— l'accord de coopération du 24 mars 2021 concernant le transfert de données des formulaires *Passenger Location Form* (PLF) aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoire des voyageurs en provenance de zones étrangères, qui

Die bevoegdheid van het IVC in sociale aangelegenheden wordt al aangekondigd in artikel 15 van dezelfde wet, waarin het volgende wordt aangegeven:

— elke mededeling van sociale gegevens van persoonlijke aard door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid of door een instelling van sociale zekerheid aan een andere instelling van sociale zekerheid of aan een andere instantie dan een federale overheidsdienst, een programmatorische overheidsdienst of een federale instelling van openbaar nut vereist een voorafgaande beraadslaging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité;

— de Koning kan bepalen welke mededelingen van sociale gegevens van persoonlijke aard door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid of door de vermelde instellingen geen dergelijke beraadslaging vereisen;

— elke mededeling van sociale gegevens door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid of door een instelling van sociale zekerheid aan een federale overheidsdienst, aan een programmatorische overheidsdienst of aan een federale instelling van openbaar nut die geen instelling van sociale zekerheid is, vereist een voorafgaande beraadslaging van de verenigde kamers van het IVC.

Van die bevoegdheid wordt tevens melding gemaakt in artikel 42 van de wet van 13 december 2006 houdende diverse bepalingen betreffende gezondheid, op grond waarvan het IVC een principiële machtiging mag verlenen om persoonsgegevens, bedoeld in artikel 86 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1986, aan derden mee te delen.

De bevoegdheden van het IVC worden uitgebreid door diverse andere bepalingen; de indiener van dit wetsvoorstel wijst erop dat die versnipperd en weinig transparant zijn.

In dat verband wordt verwezen naar:

— het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 [tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale

dispose en son article 9 que les modalités de ces transports sont réglées par délibérations du CSI;

— le protocole d'accord du 27 janvier 2021 concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre le COVID-19 qui, en son article 5, prévoit qu'une délibération du CSI est requise pour la transmission des données à caractère personnel visées à l'article 3 (notamment données d'identité et données de santé relatives à la vaccination) à des instances "ayant une mission d'intérêt public pour les finalités dont sont chargées ces instances par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance et pour la communication de ces données après anonymisation ou, à tout le moins pseudonymisation".

2. ***L'avis du Conseil d'État sur l'avant-projet de loi CSI***

Pour discerner les raisons pour lesquelles l'institution et les compétences du CSI posent problème au regard des principes rappelés, il est utile de revenir à l'avis rendu par le Conseil d'État rendu lors de l'élaboration de la loi CSI[9].

a. *Rappel des principes de légalité et de prévisibilité*

Le Conseil d'État commence par rappeler les exigences de légalité et de prévisibilité. Dans le sens que nous avons suivi jusqu'à présent, il indique entre autres que "En plaçant la protection de la vie privée sous la sauvegarde de la loi elle-même, le Constituant a entendu que les cas et conditions dans lesquels il pourrait y être porté atteinte soient soumis à la décision d'assemblées délibérantes démocratiquement élues." (p. 122).

Quant au principe de prévisibilité, le Conseil d'État indique que: "La législation doit donner à chacun une

[9] Avis 63.202/2 du 26 avril 2018.

overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones bij wie een quarantaine of testing verplicht is bij aankomst in België] betreffende de overdracht van gegevens van de PLF-formulieren (*Passenger Locator Form*) naar de lokale overheden of de politiediensten met tot handhaving van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones, waarvan artikel 7 bepaalt dat de nadere regels van die overdrachten worden geregeld door beraadslagingen van het IVC;

— het protocolakkoord van 27 januari 2021 [tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie] betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19, waarvan artikel 5 bepaalt dat een beraadslaging van het IVC vereist is voor de overdracht van de in artikel 3 beoogde persoonsgegevens (met name identiteitsgegevens en gezondheidsgegevens aangaande de vaccinatie) aan instanties "met een opdracht van algemeen belang (…) voor de doeleinden waarmee deze instanties door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie zijn belast en van deze gegevens na anonimisering, of minstens pseudonimisering".

2. ***Advies van de Raad van State over het voorontwerp van IVC-wet***

Om inzicht te krijgen in de redenen waarom de oprichting en de bevoegdheden van het IVC problematisch zijn in het licht van de aangehaalde beginselen, is het zinvol het advies dat de Raad van State bij de voorbereiding van de IVC-wet heeft uitgebracht, erop na te slaan[9].

a. *Aandacht voor het wettigheids- en het voorzienbaarheidsbeginsel*

De Raad van State brengt vooreerst het wettigheids- en het voorzienbaarheidsbeginsel in herinnering. In de lijn van de tot dusver door ons gehanteerde betekenis geeft de Raad onder meer aan dat "[de Grondwetgever, door] de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te laten waarborgen door de wet zelf, (…) de bedoeling [heeft] gehad democratisch verkozen beraadslagende vergaderingen te laten beslissen over de gevallen waarin en de voorwaarden waaronder [daarop] inbreuk (…) kan worden gemaakt." (blz. 122).

Met betrekking tot het voorzienbaarheidsbeginsel geeft de Raad van State aan: "De wetgeving moet eenieder

[9] Advies 63.202/2 van 26 april 2018, geciteerd in *Parl. St.* DOC 54 3185/001.

indication suffisante sur les circonstances dans lesquelles et à quelles conditions elle habilite la puissance publique à recourir à des mesures affectant les droits protégés par la Convention (…). Il découle dès lors de l'article 8 de la Convention et de l'article 22 de la Constitution qu'il doit être prévu de manière suffisamment précise dans quelles circonstances le traitement de données à caractère personnel est autorisé. Le niveau requis de précision de la législation concernée dépend notamment, selon la Cour européenne des droits de l'homme, du domaine qu'elle est censée couvrir et du nombre et de la qualité de ses destinataires." (p. 123).

Le Conseil d'État critique différentes dispositions en projet eu égard à ces principes.

À titre d'exemple, l'article 5*bis* de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, habilite ainsi certaines administrations, "soit pour ce qui les concerne respectivement, soit en commun, en exécution de leurs missions légales respectives (…) à recueillir des données à caractère personnel, les traiter et les agréger en vue de la création d'un *datawarehouse* leur permettant, d'une part, d'effectuer des contrôles ciblés sur la base d'indicateurs de risques et, d'autre part, de réaliser des analyses sur des données relationnelles en provenance de différentes instances.".

Le Conseil d'État souligne que de multiples traitements de données sont créés par cette disposition: la création d'un *datawarehouse*, la collecte de données par les institutions visées, l'injection de ces données et leur agrégation dans ledit *datawarehouse*, l'application sur les données stockées dans le *datawarehouse* d'algorithmes anti-fraude, l'application d'une technique de profilage permettant de faire la relation encore les données traitées et les indicateurs de risques de fraude, l'utilisation de ces données dans la prise d'une décision administrative consistant à contrôler les personnes concernées et, par ailleurs, l'utilisation de ces données dans le cadre d'analyse.

Il conclut que cette disposition ne respecte pas les exigences de légalité et de prévisibilité, dès lors que le législateur ne détermine pas les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel organisés, les catégories de données utilisées et leur mode de collecte. L'objectif poursuivi (finalité), la durée de conservation, le responsable du traitement, la communication des informations, les personnes autorisées à consulter les bases de données doivent être prévus par le législateur lui-même. En l'état, le Conseil d'État

een voldoende indicatie geven over de omstandigheden waarin en de voorwaarden waaronder de overheden gebruik mogen maken van maatregelen die raken aan de rechten gewaarborgd door het Verdrag. (…) Uit artikel 8 van het (…) Verdrag (…) en artikel 22 van de Grondwet volgt aldus dat voldoende precies moet worden bepaald in welke omstandigheden een verwerking van persoonsgegevens is toegelaten. De vereiste graad van precisie van de betrokken wetgeving (…) is, volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, onder meer afhankelijk van het domein dat wordt gereguleerd en van het aantal en de hoedanigheid van de personen tot wie de wet gericht is." (blz. 123).

De Raad van State heeft in het licht van die beginselen kritiek op diverse ontworpen bepalingen.

Zo kunnen bepaalde bestuursdiensten ingevolge artikel 5*bis* van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid "hetzij elk voor zich, hetzij gezamenlijk, in uitvoering van hun respectieve wettelijke opdrachten (…) persoonsgegevens verzamelen, verwerken en samenvoegen met het oog op de oprichting van een *datawarehouse* waarmee ze enerzijds in staat worden gesteld om gerichte controles uit te voeren op basis van risico-indicatoren en anderzijds analyses kunnen uitvoeren op relationele gegevens afkomstig van verschillende instanties.".

De Raad van State benadrukt dat met die bepaling talrijke vormen van gegevensverwerking worden ingesteld: het aanmaken van een *datawarehouse*, de verzameling van gegevens door de beoogde instellingen, de input en de samenvoeging van die gegevens in dat *datawarehouse*, de toepassing van antifraude-algoritmen op de in het *datawarehouse* opgeslagen gegevens, de toepassing van een profileringstechniek om een verband te kunnen leggen tussen de verwerkte gegevens en de frauderisico-indicatoren, het gebruik van die gegevens bij het nemen van een bestuurlijke beslissing met betrekking tot de controle van de betrokken persoon en, bovendien, het gebruik van die gegevens voor analyse.

De Raad besluit dat die bepaling niet spoort met het wettigheids- en het voorzienbaarheidsbeginsel aangezien de wetgever niet de essentiële elementen bepaalt van de georganiseerde verwerkingen van persoonsgegevens, de categorieën van gebruikte gegevens en de wijze waarop deze worden verzameld. De wetgever zelf dient het doeleinde van de gegevensverwerking, de bewaringsduur, de verwerkingsverantwoordelijke, de mededeling van de informatie, alsmede de personen die gemachtigd zijn de gegevensbanken te raadplegen, aan

considère cette disposition comme un “chèque en blanc” donné à l’administration (p. 135).

b. *Principe de responsabilité*

Sans le citer, le Conseil d’État examine l’avant-projet de loi CSI au regard du principe de responsabilité, que nous avons rappelé ci-avant. Il souligne la contradiction entre la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l’égard des traitements de données à caractère personnel, qui organise l’échange de données entre administrations via la conclusion de protocoles, et l’avant-projet de loi CSI qui crée une autorité semblable aux comités sectoriels. Le Conseil d’État note, à ce sujet, que “ni le texte de l’avant-projet ni l’exposé des motifs de la loi-cadre ne justifient la mise en place d’un contrôle distinct de celui organisé par celle-ci ni la nécessité de faire renaître un comité sectoriel.” (p. 125). Il invite le législateur à réexaminer l’articulation entre l’avant-projet de loi-cadre et l’avant-projet de loi CSI et s’étonne que le législateur semble vouloir, dans une loi, responsabiliser les administrations par le mécanisme des protocoles, et dans l’autre, les déresponsabiliser via un contrôle *a priori* des transferts de données.

Le Conseil d’État conclut ce point en ce que “Ces deux approches radicalement différentes entre deux avant-projets que le gouvernement entend déposer simultanément devant le Parlement non seulement traduisent un manque de vision globale mais incite également à sérieusement douter du respect du principe d’égalité dans la protection du droit à la protection de la vie privée.”.

c. *Principe du privacy by design*

Le Conseil d’État s’interroge sur les objectifs poursuivis par la création du CSI. Il rappelle que dans notre pays, les données de sécurité sociale et de santé circulent au sein de deux réseaux distincts, ayant en leur cœur deux intégrateurs de service distincts: d’une part, la Banque-carrefour de la sécurité sociale (BCSS), d’autre part, la plate-forme *e-Health*. Cette séparation de ces deux types de données constitue, comme le souligne le Conseil d’État, une excellente solution au regard de l’impératif de *privacy by design* consacré par le RGPD. En séparant les données distinctes, utilisées pour des finalités différentes, on écarte le risque consistant à les

te geven. In de huidige situatie wordt volgens de Raad van State een “blanco cheque” aan de administratie gegeven (blz. 135).

b. *Verantwoordelijkheidsbeginsel*

Zonder er uitdrukkelijk naar te verwijzen, toetst de Raad van State het voorontwerp van IVC-wet ook af aan het hierboven in herinnering gebrachte verantwoordelijkheidsbeginsel. De Raad wijst op de tegenspraak tussen de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, die de gegevensuitwisseling tussen overheidsdiensten via het sluiten van protocolovereenkomsten regelt, en het voorontwerp van IVC-wet, dat een instantie beoogt op te richten die op de sectorale comités lijkt. In dit verband merkt de Raad van State op dat “noch de tekst van het voorontwerp, noch de memorie van toelichting van de kaderwet (…) grond [oplevert] om een vorm van toezicht in te voeren naast die waarin de kaderwet zelf voorziet of om ervan uit te gaan dat het nodig zou zijn opnieuw een sectoraal comité in het leven te roepen” (blz. 125). De Raad roept de wetgever ertoe op de samenhang tussen het voorontwerp van kaderwet en het voorontwerp van IVC-wet opnieuw na te gaan en is verbaasd dat de wetgever, bij de ene wet, aan de overheidsdiensten extra verantwoordelijkheden lijkt te willen opleggen via onderling te sluiten protocolovereenkomsten, maar hen tegelijkertijd, bij de andere wet, verantwoordelijkheid zou willen ontnemen door een orgaan op te richten dat vooraf toezicht uitoefent op de overdracht van gegevens.

De Raad van State besluit: “Uit die twee totaal verschillende benaderingen die vervat zijn in twee voorontwerpen die de regering tegelijk bij het Parlement wil indienen, blijkt niet alleen een gebrek aan alomvattende visie, ze doen eveneens ernstige twijfels rijzen over de vraag of bij de waarborging van het recht op bescherming van het privéleven het gelijkheidsbeginsel wel in acht genomen wordt.”.

c. *Privacy by design-beginsel*

De Raad van State gaat nader in op de doelstellingen die met de oprichting van het IVC worden nagestreefd. Hij wijst erop dat de socialezekerheids- en de gezondheidsgegevens in ons land in twee afzonderlijke netwerken circuleren, waarin telkens een afzonderlijke dienstenintegrator centraal staat: de Kruispuntbank van de sociale zekerheid (KSZ) enerzijds en het *eHealth*-platform anderzijds. Zoals de Raad van State benadrukt, is die scheiding van de beide soorten gegevens een uitstekende oplossing in het licht van het *privacy by design*-beginsel dat in de AVG verankerd is. Door onderscheiden gegevens die voor uiteenlopende doeleinden worden gebruikt, van

rassembler en un seul lieu, ce qui poserait davantage de dangers pour la vie privée. Pourtant, la loi CSI soumet ces deux types de données au même organe de contrôle (le CSI) et à la même chambre au sein de celui-ci, ce qui semble, selon le Conseil d'État, nuire à cet impératif.

d. *Le problème du statut du CSI*

Le Conseil d'État souligne que le statut du CSI n'apparaît pas clairement dans l'avant-projet de loi.

Il note que la volonté de l'auteur de l'avant-projet semble être de faire du CSI une autorité administrative indépendante pouvant, notamment, autoriser différents traitements de données à caractère personnel effectués par les services publics, voire, dans certaines hypothèses, fixer des règles à suivre pour ces traitements.

Dès lors que l'exposé des motifs confirme que l'intention de l'auteur n'est pas d'en faire une "autorité de contrôle" au sens du RGPD (ce rôle étant dévolu à l'APD), le Conseil d'État indique que le CSI doit être considéré comme un "responsable du traitement". En cette qualité, le CSI doit dès lors être soumis à une "autorité de contrôle".

Il résulte toutefois de plusieurs dispositions de la loi que le CSI sera habilité à prendre des décisions "ayant une portée générale contraignante envers les tiers". Le CSI est donc investi d'un important pouvoir discrétionnaire, dans l'exercice duquel il n'est soumis à aucun contrôle hiérarchique ni de tutelle de la part du pouvoir exécutif ni de l'APD. Cette situation, comme l'indique le Conseil d'État, prive les personnes concernées par le traitement de données de la garantie de ce contrôle.

Le Conseil d'État conclut en ce que:

"Dès lors, de deux choses l'une:

— Soit le CSI est institué en tant qu'autorité de contrôle au sens du RGPD (ou est intégré à l'APD), moyennant, le cas échéant, une adaptation de ses missions et un renforcement de son indépendance;

elkaar te scheiden, wordt het risico afgewend dat ze op eenzelfde plaats worden samengebracht, wat afbreuk zou kunnen doen aan de persoonlijke levenssfeer. De IVC-wet beoogt evenwel de beide soorten gegevens te onderwerpen aan eenzelfde controle-instantie (het IVC) en aan dezelfde kamer binnen die instantie, waardoor voormeld beginsel volgens de Raad van State dreigt te worden geschonden.

d. *Het probleem met het statuut van het IVC*

De Raad van State beklemtoont dat het statuut van het IVC niet duidelijk tot uiting komt in het voorontwerp van wet.

De Raad merkt op dat de steller van het voorontwerp kennelijk de bedoeling heeft van het IVC een onafhankelijke administratieve overheid te maken die, onder andere, toestemming kan verlenen voor onderscheiden vormen van verwerking van persoonsgegevens door de overheidsdiensten, en zelfs in bepaalde gevallen, regels kan vaststellen die bij deze vormen van verwerking gevolgd moeten worden.

Aangezien uit de memorie van toelichting blijkt dat de steller niet beoogt van het IVC een "toezichthoudende autoriteit" in de zin van de AVG te maken (die rol is toebedeeld aan de GBA), geeft de Raad van State aan dat het IVC als een "verwerkingsverantwoordelijke" dient te worden beschouwd. In die hoedanigheid moet het IVC dan ook onder het toezicht van een "toezichthoudende autoriteit" worden geplaatst.

Uit meerdere bepalingen van het voorontwerp van wet blijkt evenwel dat het IVC beslissingen zal kunnen nemen met "een algemene bindende draagwijdte jegens derden". Het IVC zal dus beschikken over een ruime discretionaire bevoegdheid, en bij de uitoefening daarvan zal het onder geen enkele hiërarchische controle of enig toezicht vanwege de uitvoerende macht of de GBA vallen. Zoals de Raad van State opmerkt, wordt in die situatie de personen van wie gegevens worden verwerkt, de garantie van die toetsing ontzegd.

De Raad van State concludeert:

"Bijgevolg is het van tweeën één:

— ofwel wordt het informatieveiligheidscomité opgericht als een toezichthoudende autoriteit in de zin van de AVG (of wordt het opgericht binnen de gegevensbeschermingsautoriteit), waarbij, in voorkomend geval zijn taken aangepast worden en zijn onafhankelijkheid versterkt wordt;

— Soit les compétences prévues par la loi en projet lui sont maintenues en tant qu'organe intervenant dans les décisions prises par les services publics de traiter les données personnelles, auquel cas il ne se justifie pas de ne pas les soumettre tant au contrôle hiérarchique ou de tutelle du pouvoir exécutif que de l'Autorité de protection des données ou d'une autre autorité de contrôle." (pp. 129 et 130).

III. — **CONCLUSION: LES COMPÉTENCES DU CSI SONT CONTRAIRES AUX PRINCIPES DU DROIT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

Force est de constater que les observations du Conseil d'État restent d'actualité à ce jour. Les compétences du CSI sont contraires aux principes et aux règles du droit à la protection des données personnelles et de la vie privée définis par le RGPD, la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme, et plus particulièrement aux principes suivants:

— principe de légalité, en ce que le CSI se voit investi d'une compétence lui permettant de définir les éléments essentiels des traitements de données, ce qui est réservé au législateur;

— principe de prévisibilité, en ce que cette situation ne permet pas au citoyen de connaître les traitements réservés à ses données (qui accède à quoi et pour quelles raisons);

— principe de responsabilité, en ce qu'en dotant le CSI d'une compétence d'autorisation préalable de traitements de données, le législateur déresponsabilise les autorités publiques qui traitent les données à caractère personnel;

— principes de finalité, de proportionnalité et de minimisation des traitements de données, en ce que la formulation vague des lois instituant les traitements, par la suite précisée au cas par cas par les délibérations du CSI, ne permet pas d'en connaître les finalités exactes, ni d'estimer la proportionnalité des traitements envisagés par rapport à ces finalités;

— principe du *privacy by design,* en ce que le CSI centralise la compétence d'avis préalables tant pour ce qui concerne la BCSS (données de sécurité sociale) que pour ce qui concerne la plateforme e-Health, ce

— ofwel behoudt dat comité de bevoegdheden die hieraan bij de wet zijn toegekend als orgaan dat betrokken wordt bij de beslissingen van de overheidsdiensten inzake de verwerking van persoonsgegevens, in welk geval er geen enkele reden is om dat comité niet zowel onder de hiërarchische controle of het toezicht van de uitvoerende macht te plaatsen als onder het toezicht van de Gegevensbeschermingsautoriteit of van een andere toezichthoudende autoriteit (…)." (blz. 129).

III. — **CONCLUSIE: DE BEVOEGDHEDEN VAN HET IVC ZIJN STRIJDIG MET DE BEGINSELEN VAN HET RECHT OP BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER**

Men kan er niet omheen dat de opmerkingen van de Raad van State ook thans nog relevant zijn. De bevoegdheden van het IVC zijn strijdig met de beginselen en regels van het recht op bescherming van de persoonsgegevens en van de persoonlijke levenssfeer zoals die verankerd zijn in de AVG, de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, inzonderheid met de volgende beginselen:

— het wettigheidsbeginsel, in zoverre het IVC een bevoegdheid wordt verleend waarmee het de essentiële elementen van de gegevensverwerkingen kan bepalen, wat aan de wetgever is voorbehouden;

— het voorzienbaarheidsbeginsel, aangezien de burger in deze situatie niet kan weten wat de verwerking van zijn gegevens precies inhoudt (wie heeft toegang waartoe, en om welke redenen);

— het verantwoordelijkheidsbeginsel, in die zin dat de wetgever, door het IVC bevoegd te maken voor de voorafgaande toestemming voor de gegevensverwerking, de overheden die persoonsgegevens verwerken, verantwoordelijkheid ontneemt;

— de beginselen van finaliteit, van proportionaliteit en van een minimale gegevensverwerking, in zoverre het door de vage formulering van de wetten die in de verwerkingen voorzien – en die het IVC vervolgens in zijn beraadslagingen geval voor geval zou verduidelijken – onmogelijk is de exacte doeleinden ervan te kennen noch de evenredigheid van de beoogde verwerkingen ten opzichte van die doeleinden in te schatten;

— het *privacy by design*-beginsel, aangezien de voorafgaande adviserende bevoegdheid met betrekking tot zowel de KSZ (socialezekerheidsgegevens) als het eHealth-platform centraal wordt ondergebracht bij het

qui le place dans une position privilégiée d'accès et de croisement de ces deux types de données.

IV. — **RÉACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Cette situation a été dénoncée par de nombreux experts en matière de protection des données au cours des derniers mois.

Ainsi, Mme Charlotte Dereppe, directrice du service de première ligne de l'Autorité de protection des données, résume la problématique en des termes très concrets[10]: "Dès que vos données transitent, grâce à ce comité, d'une autorité à l'autre, elles sont en fait installées dans ce qu'on appelle des *datawarehouse*s. Et une fois qu'elles sont là, c'est la fin des haricots. Grâce aux croisements de données, que le CSI est chargé de gérer par l'une ou l'autre législation, les possibilités de réutilisations futures sont énormes. Sans contrôle.".

Les experts interrogés par le journal "*Le Soir*" décrivent le CSI comme une pièce cruciale permettant de passer outre les parlements, le Conseil d'État, le recours citoyen ou l'APD, comme "un petit club, fermé, où des membres sans légitimité parlementaire discutent du sort de notre vie privée.".

Interrogés par le même journal en mai dernier, certains membres du CSI déclarent ne pas être au courant qu'ils le sont. L'un d'eux répond: "C'est soit une erreur, soit le CSI fonctionne de manière illégale parce que je peux vous garantir que je n'ai jamais reçu la moindre invitation à une réunion."[11]. Il s'avère que, si le CSI est normalement composé de seize membres, il ne fonctionne en réalité qu'avec un total de 5 membres actifs.

Mme Elise Degrave, professeur à la Faculté de droit de l'UNamur et experte en *e-government*, y indique que la technique d'autoriser des traitements de données via des délibérations du CSI ne permet pas de connaître les critères de ces traitements, alors qu'ils devraient être fixés dans une loi[12].

Dernier en date d'une longue série d'articles visant à interpeller le monde politique sur cette situation, une carte blanche d'une vingtaine de juristes, avocats, académiques, responsables du traitement de données

[10] "CSI: Le club échangiste des gestionnaires de données", Le Soir, 11 février 2021, p. 3.

[11] "Le CSI, gestionnaire de données santé en (tout) petit comité", Le Soir, 6 mai 2021, p. 7.

[12] *Id*.

IVC, waardoor dit in een bevoorrechte positie verkeert om tot de beide soorten gegevens toegang te krijgen en ze met elkaar te kruisen.

IV. — **REACTIES VAN HET MIDDENVELD**

De jongste maanden werd deze situatie aan de kaak gesteld door meerdere experten inzake gegevensbescherming.

Zo vat mevrouw Charlotte Dereppe, directrice van de Eerstelijnsdienst van de Gegevensbeschermingsautoriteit, het probleem heel concreet samen[10]: "*Dès que vos données transitent, grâce à ce comité, d'une autorité à l'autre, elles sont en fait installées dans ce qu'on appelle des datawarehouses. Et une fois qu'elles sont là, c'est la fin des haricots. Grâce aux croisements de données, que le CSI est chargé de gérer par l'une ou l'autre législation, les possibilités de réutilisations futures sont énormes. Sans contrôle.*".

De door de krant *Le Soir* bevraagde deskundigen merken het IVC aan als een cruciaal element om de parlementen, de Raad van State, rechtsvorderingen door burgers of de GBA te omzeilen, als "*un petit club, fermé, où des membres sans légitimité parlementaire discutent du sort de notre vie privée*".

Toen diezelfde krant de leden van het IVC daarover in mei jongstleden bevroeg, bleken sommigen niet eens te weten dat ze lid waren. Eén van hen antwoordde: "*C'est soit une erreur, soit le CSI fonctionne de manière illégale parce que je peux vous garantir que je n'ai jamais reçu la moindre invitation à une réunion.*"[11] Kennelijk bestaat het IVC normaal gesproken uit zestien leden, maar zijn er in werkelijkheid slechts vijf actief.

Professor Elise Degrave, hoogleraar aan de rechtsfaculteit van de Universiteit van Namen en *e-government*-experte, geeft in datzelfde artikel aan dat wanneer gegevensverwerking wordt toegestaan via beraadslaging in het IVC, men niet kan weten welke criteria voor die verwerkingen worden gehanteerd, terwijl zulks bij wet zou moeten worden bepaald[12].

Als laatste in een lange rij van artikels waarin de politieke wereld over deze situatie wordt geïnterpelleerd, luiden een twintigtal juristen, advocaten, academici, gegevensverwerkingsverantwoordelijken van grote

[10] "*CSI: Le club échangiste des gestionnaires de données*", Le Soir, 11 februari 2021, blz. 3.

[11] "*Le CSI, gestionnaire de données santé en (tout) petit comité*", Le Soir, 6 mei 2021, blz. 7.

[12] *Ibidem*.

dans de grandes entreprises publiques ou privées, médecins, responsables d'associations de défense des libertés, philosophes, parue dans *Le Soir* du 21 mai 2021, tire la sonnette d'alarme[13]. Souhaitant garder l'anonymat par "peur des représailles", ils y dénoncent "l'open bar" des données personnelles en Belgique et la mise hors-jeu du Parlement, qui entraînent le pays vers une "technocratie de données" et "la mise à mort du système démocratique". Ils y appellent, entre autres mesures, à l'abrogation de la loi créant le CSI ainsi qu'à l'établissement d'une liste de tous les traitements de données opérés par ou pour le compte de l'État, afin de s'assurer que chacun se fonde sur une base légale.

V. — **RÉACTION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE**

Dans un article du journal "*Le Soir*" publié le 9 juin 2021, il a été révélé que la Commission européenne entamait une procédure à l'encontre de la Belgique pour infraction grave au RGPD. Cette procédure est notamment fondée sur l'illégalité du CSI. La Belgique est ainsi le tout premier pays européen à faire l'objet d'une telle procédure[14].

VI. — **NÉCESSITÉ DE SUPPRIMER LE CSI**

La présente loi vise, comme la société civile le demande, à l'abrogation de la loi instituant le CSI.

Cette institution n'est en effet, dans son fondement même, pas conforme au droit européen ni au droit belge régissant la protection des données à caractère personnel. Dans les faits, elle est utilisée pour contourner l'intervention obligatoire du législateur. C'est en effet à ce dernier d'autoriser ou non, après un indispensable débat démocratique, les traitements de données envisagés. Il doit en définir toutes les modalités essentielles, dans le respect des principes rappelés ci-avant.

[13] "Il faut que l'on vous dise comment l'État gère vos données", Le Soir, 21 mai 2021, p. 6.

[14] "L'Europe lance une procédure d'infraction contre la Belgique", Le Soir, 9 juin 2021, p. 11.

overheids- of privébedrijven, artsen, vertegenwoordigers van verenigingen die de vrijheden verdedigen en filosofen de alarmbel in een opiniestuk in *Le Soir* van 21 mei 2021[13]. Daarin klagen zij aan – anoniem, "uit vrees voor represailles" – dat inzake persoonsgegevens in België gewag kan worden gemaakt van een "open bar" en dat het Parlement buitenspel wordt gezet, waardoor het land evolueert naar een "datatechnocratie" en het "democratisch systeem ter dood wordt gebracht". Zij roepen op tot maatregelen, onder meer tot de opheffing van de wet waarbij het IVC is opgericht, alsook tot het oplijsten van alle gegevensverwerkingen die door of voor de Staat worden uitgevoerd, om na te gaan of voor elk ervan een rechtsgrond aanwezig is.

V. — **REACTIE VAN DE EUROPESE COMMISSIE**

In een bericht in *Le Soir* van 9 juni 2021 wordt onthuld dat de Europese Commissie tegen België een procedure heeft ingesteld wegens ernstige schending van de AVG. Als grond daarvoor wordt meer bepaald de onwettigheid van het IVC aangevoerd. Daarmee is België het allereerste Europese land waartegen een dergelijke procedure wordt ingesteld[14].

VI. — **HET IVC MOET WORDEN AFGESCHAFT**

Zoals ook het middenveld vraagt, beoogt dit wetsvoorstel de wet af te schaffen waarbij het IVC is opgericht.

De grondslag van die instelling is immers niet in overeenstemming met het Europees en het Belgisch recht met betrekking tot de bescherming van persoonsgegevens. In de praktijk, dan weer, wordt ze gebruikt om de verplichte interventie van de wetgever te omzeilen. Het komt immers die laatste toe om, na afloop van een onontbeerlijk democratisch debat, een beoogde gegevensverwerking al dan niet toe te staan. Hij dient alle essentiële nadere voorwaarden ervan te bepalen, met inachtneming van de hierboven aangehaalde beginselen.

[13] "*Il faut que l'on vous dise comment l'État gère vos données"*, Le Soir, 21 mei 2021, blz. 6.

[14] "*L'Europe lance une procédure d'infraction contre la Belgique"*, Le Soir, 9 juni 2021, blz. 11.

VII. — **SORT À RÉSERVER AUX ANCIENNES DÉLIBÉRATIONS**

Depuis sa création en 2018, le CSI a eu le temps de rendre un grand nombre de délibérations autorisant divers traitements de données à caractère personnel. La présente proposition de loi prévoit explicitement que l'ensemble de ces délibérations et des traitements de données qu'elles autorisent doivent être abrogés.

Il appartient au législateur de procéder par voie législative en vue d'autoriser les traitements de données. L'usage de cette voie législative nécessitera un certain temps. Les traitements de données actuellement pratiqués par les différents services de l'État sont nombreux et particulièrement opaques, ce qui est la conséquence des fautes et violations dénoncées ci-avant ainsi que de plusieurs années d'inaction du monde politique. Il s'agira, dans un premier temps, de réaliser une cartographie complète des données personnelles traitées par l'État. Dans le cadre d'un véritable débat démocratique, le législateur devra, dans un deuxième temps, trancher au cas par cas pour autoriser ou non ces traitements.

Pour tenir compte du délai nécessaire permettant de réaliser ce travail, il est proposé une entrée en vigueur de la présente loi 6 mois après sa publication au *Moniteur belge*. Ce délai permettra aux institutions de continuer à fonctionner, tout en tenant compte de la nécessité immédiate de procéder à un véritable débat démocratique portant sur les traitements de données à caractère personnel dans notre pays.

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)

VII. — **AFWIKKELING VAN DE EERDERE BERAADSLAGINGEN**

Sinds het in 2018 werd opgericht, heeft het IVC via talrijke beraadslagingen allerhande verwerkingen van persoonsgegevens toegestaan. Dit wetsvoorstel beoogt uitdrukkelijk dat al die beraadslagingen en alle in het raam daarvan toegestane gegevensverwerkingen worden opgeheven.

Met betrekking tot het toestaan van gegevensverwerkingen is het de taak van de wetgever om wetgevend op te treden. Het ingrijpen via de wetgeving zal enige tijd vergen. Thans worden veelvuldige – en allesbehalve transparante – gegevensverwerkingen door de verschillende diensten van de Staat uitgevoerd; dat is het gevolg van de hierboven aangehaalde manco's en schendingen en van jaren van politieke inertie. In eerste instantie is het zaak de door de Staat verwerkte persoonsgegevens volledig in kaart te brengen. Vervolgens dient de wetgever in het raam van een volwaardig democratisch debat geval voor geval te beslissen of de verwerking al dan niet is toegestaan.

Gelet op de nodige tijd om dit werk te kunnen doen, wordt voorgesteld dat de in uitzicht gestelde wet in werking treedt zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Met een dergelijke termijn zullen de instellingen kunnen blijven functioneren, maar wordt tegelijk rekening gehouden met de onverwijlde noodzaak om over de verwerkingen van persoonsgegevens in ons land een volwaardig democratisch debat te voeren.

PROPOSITION DE LOI

Article 1er

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

La loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est abrogée.

Art. 3

Le chapitre VI de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 septembre 2018 précitée, est abrogé.

Art. 4

L'ensemble des délibérations rendues par le comité de sécurité de l'information depuis sa création sont abrogées.

Le gouvernement fournira au parlement, dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, une cartographie complète des traitements de données soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, qui ont été opérés par les différents services publics.

Art. 5

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4, alinéa 2, qui entre en

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG wordt opgeheven.

Art. 3

Hoofdstuk VI van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, het laatst gewijzigd bij de voormelde wet van 5 september 2018, wordt opgeheven.

Art. 4

Alle beraadslagingen die het informatieveiligheidscomité sinds zijn oprichting heeft verricht, worden opgeheven.

Binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* brengt de regering ten behoeve van het Parlement alle door de diverse overheidsdiensten verrichte gegevensverwerkingen in kaart die ressorteren onder Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 5

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 4,

vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

7 septembre 2021

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)

tweede lid, dat in werking treedt op de tiende dag die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

7 september 2021

Imprimerie centrale – Centrale drukkerij